

**NON À LA PRIVATISATION DE LA POSTE ET À SON
DÉMANTÈLEMENT PAR LE GOUVERNEMENT ET L'UE !**
**CE N'EST PAS PAR UNE PÉTITION POUR UN RÉFÉRENDUM,
MAIS PAR L'ARME DE LA GRÈVE, QUE NOUS GAGNERONS !**
**LES DIRECTIONS SYNDICALES DOIVENT PRÉPARER ET
APPELER À LA GRÈVE GÉNÉRALE DES POSTIERS :
ORGANISONS-NOUS POUR L'IMPOSER !**

Deux mois après le succès de la manifestation du 23 septembre, l'heure n'est plus aux tergiversations. Ce n'est pas avec une pétition demandant à Sarkozy un référendum, mais c'est uniquement en utilisant résolument notre arme la plus forte, celle de la grève, que nous parviendrons à notre objectif : le retrait pur et simple du projet de privatisation et de démantèlement du gouvernement, la mise en échec des directives européennes, le retour au service public des secteurs déjà privatisés et le contrôle des travailleurs de la poste sur la gestion de ce service public crucial.

Le gouvernement doit faire face à notre volonté de sauvegarder le service public de la Poste

La précédente journée d'action a été l'occasion de montrer notre force. Au-delà des travailleurs de la Poste, l'attachement à ce service public s'exprime dans l'ensemble des classes populaires : la majorité de la population tient à la garantie d'un service du courrier fiable et à bas coût, en comparaison avec les pays voisins où la privatisation a déjà eu lieu, et à l'égalité de tous à travers la péréquation tarifaire. Mais le gouvernement de son côté s'obstine à vouloir faire passer son projet de privatisation. La mobilisation naissante, ainsi que la mauvaise conjoncture boursière actuelle qui lui ferait faire une mauvaise opération, lui ont imposé de temporiser. Mais il reste décidé à fournir les bénéfices potentiels du service postal aux appétits des capitalistes, qui ne peuvent pas supporter que des pans entiers de l'économie (la poste, mais aussi la santé, l'éducation...) restent en dehors du champ de leur accumulation. L'exemple récent de GDF rappelle qu'une privatisation « partielle » n'est que le prélude à une privatisation totale. Et elle signifierait dès maintenant une répercussion sur les coûts et la fiabilité du service postal, que l'on peut déjà observer avec les secteurs déréglementés (le service des colis par exemple), ainsi qu'une menace sur le statut des personnels, sur l'emploi et sur les conditions de travail déjà très fortement dégradées ces dernières années.

Contre la tactique des « journées d'action » sans lendemain, pour la grève et l'auto-organisation

Notre volonté de combattre pour sauvegarder la Poste, ainsi que la mobilisation dans d'autres secteurs du service public (puissante grève et manifestations des enseignants le 20 novembre, mouvements à la SNCF, à Météo France, à l'INSEE, à l'Office des eaux et forêts...) et dans les secteurs les plus directement touchés par la crise économique (avec les travailleurs de l'automobile luttant contre leur mise au chômage), sont la base pour une opposition interprofessionnelle et frontale à la politique du gouvernement Sarkozy. Mais les directions des fédérations syndicales refusent de mettre en avant un plan de mobilisation vers la grève générale des postiers et la convergence des luttes avec les autres secteurs : elles nous convoquent à une nouvelle journée d'action deux mois après la précédente, et prudemment isolée des autres secteurs en lutte. Si l'on se fixe réellement l'objectif de gagner, ce n'est pas par de telles journées d'action dispersées ou par des pétitions qu'on y arrivera. L'heure est à engager vraiment le bras de fer par l'arme de la grève reconductible, vers la grève générale, en organisant et en coordonnant des AG de postiers (syndiqués et non syndiqués) : seules ces AG sont légitimes pour décider des suites et des formes de la mobilisation. Et elles seules peuvent avoir assez de forces pour imposer aux directions syndicales la substitution d'une stratégie de grève victorieuse à la tactique des « journées d'action » sans lendemain qui mène tout droit à l'échec, comme le prouvent depuis des années les mobilisations avortées à la poste et dans les autres secteurs.

Pour un mouvement d'ensemble des travailleurs, vers la grève générale

À l'heure où les capitalistes et leurs personnels politiques montrent qu'ils n'ont pas la capacité de contrôler leur propre système, il faut rappeler que les travailleurs sont la source des richesses produites et nous le prouvons par notre capacité à immobiliser la vie économique lors de nos mobilisations. Pour pouvoir exprimer cette force collective au niveau politique, il faut nous rassembler pour un mouvement d'ensemble. Cet objectif que fixent les militants communistes révolutionnaires, dans tous les secteurs, est le seul qui puisse nous permettre de satisfaire nos revendications immédiates, comme l'arrêt du démantèlement de la Poste, la mise en échec des plans de licenciements, de suppressions de postes et de mises au chômage « technique », l'augmentation des salaires de 300 euros pour tous...

Au-delà, il n'y a pas d'autre solution, pour lutter contre les effets désastreux du capitalisme et de ses crises, pour satisfaire de façon générale et durable les revendications et aspirations des travailleurs et des peuples, que de lutter pour en finir avec le capitalisme, donc pour la conquête du pouvoir politique par les travailleurs. Pour cela, il faut un parti indépendant du capitalisme et de ses institutions, un parti défendant jusqu'au bout les intérêts des travailleurs, bref un parti révolutionnaire. C'est pourquoi le Groupe CRI intervient au sein du processus pour un Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA) et appelle toutes celles et tous ceux qui ressentent cette nécessité à se regrouper au sein des comités NPA pour une tendance révolutionnaire.